

La galaxie Reynders devra être satisfaite par le deal "suédois"

On le sait: Didier Reynders ne pourra devenir ni Premier ministre (c'est pour Charles Michel) ni Commissaire européen (la CD&V Marianne Thyssen lui a chipé le poste par surprise). Du coup, sa situation personnelle est devenue un enjeu politique à ne pas négliger: il est ministre au fédéral depuis 1999 et vice-Premier ministre MR depuis de longues années. Les libéraux francophones ne peuvent pas se passer de sa présence au sein du futur gouvernement "suédois". Charles Michel, en route pour le "16", a tout intérêt à composer la partie francophone de son exécutif avec des pointures.

Mais, voilà, Didier Reynders est en position de force. En effet, Charles Michel va devoir renoncer à la présidence du MR pour devenir Premier ministre. Or, en février prochain, il y a des élections internes au parti. Et Didier Reynders envisage, comme "La Libre" le révélait, de déposer sa candidature pour reprendre les rênes du parti 4 ans après en avoir été délogé par Charles Michel, justement. Ça, c'est exactement le scénario dont Charles Michel ne veut pas. Imaginons

que le futur gouvernement MR/N-VA/CD&V/Open VLD chute prématurément et qu'il perde son rôle stratégique de Premier ministre: son rival au sein du MR (Didier Reynders donc) occuperait alors le centre du pouvoir libéral depuis la Toison d'Or. Les rôles seraient inversés, avec le risque de rallumer la guerre interne au parti.

La présidence est en jeu

Mais personne ne veut de cela aujourd'hui. D'où ce pacte intralibéral, toujours en négociation, dont nous avons eu vent: Didier Reynders renoncera à présenter sa candidature aux élections présidentielles du parti pour

peu que lui et son "clan" soient satisfaits en termes de rapports de force.

Traduction: que le gouvernement fédéral compte, en plus de Didier Reynders lui-même, des proches amis politiques tels que Daniel Bacquelaine (actuellement chef de groupe à la Chambre) et Jean-Luc Crucke (député wallon). Ce sont des alliés fidèles de Didier Reynders depuis des années et il ne veut pas les laisser tomber alors que le MR va obtenir entre 6 et 7 portefeuilles dans la "suédoise".

Ce n'est pas tout. Le deal Reynders/Michel devra également tenir compte de la redistribution des rôles dans les groupes parlementaires. Par exemple, Didier Reynders pourrait vouloir donner un coup de pouce à un autre de ses fidèles: Pierre-Yves Jeholet. Ce dernier n'est pas spécialement demandeur d'un maroquin fédéral. Par contre, il a envie de jouer un rôle très visible comme chef de groupe au Parlement wallon à la place de Willy Borsus (qui lui est un "michelien") et qui est pressenti comme futur ministre fédéral. De semblables rééquilibres sont également en jeu pour les autres assemblées parlementaires.

Par rapport au parti, si Didier Reynders renonce à déposer sa candidature, il faudra également que le successeur de Charles Michel soit accepté: on cite Olivier Chastel comme personnalité qui, tout en étant proche du clan Michel, entretient de bons rapports avec les "reynandersiens". Plus généralement, Didier

Reynders devrait également avoir son mot à dire dans la vie interne au parti, dans les décisions qui seront prises par le successeur de Charles Michel à la Toison d'Or.

Reynders aux Affaires sociales ?

Et Didier Reynders ?

Quel portefeuille pourrait lui faire plaisir ? Selon l'un de ses amis politiques, Didier Reynders se verrait bien continuer aux Affaires étrangères, avec en prime l'une ou l'autre compétence supplémentaire (la coopération au développement, par exemple). A ce poste, il pourrait être aux premières loges pour obtenir un éventuel mandat international de prestige par la suite.

Toutefois, comme vice-Premier MR, Didier Reynders va devoir jouer un rôle plus politique au sein de l'exécutif "suédois": veiller à ce que les intérêts des francophones représentés par le seul MR, soient respectés par le trio flamand de la future majorité. Il va devoir taper

du poing sur la table tandis que Charles Michel sera tenu à la réserve politique et communautaire obligatoire pour un Premier ministre. Or, les Affaires étrangères, ce n'est pas le poste idéal pour assurer cette vigilance politique belgo-belge. C'est pour cela que certains pensent que Didier Reynders pourrait

obtenir le super-portefeuille des Affaires sociales (le plus gros budget). Ce mandat sera très important pour les "suédois" car l'accord de gouvernement va prévoir des réformes importantes en matière de Sécu.

Frédéric Chardon